

Une nouvelle dynamique collective

Alors qu'elle fête ses trente ans d'existence institutionnelle, la Wallonie est plus déterminée que jamais à s'inscrire dans un développement économique durable, dans le respect de la cohésion sociale.



Trente ans, l'âge de la maturité. Trente ans d'autonomie politique, c'est sans doute peu à l'échelle des Etats. Mais ces dernières trente années, la Wallonie ne les a pas seulement consacrées à s'interroger sur l'optimisation de ses institutions. Elle a aussi pleinement su utiliser ses nouvelles compétences au bénéfice de ses citoyens et de ses entreprises. Alors que la situation économique était structurellement difficile, c'est dans ce nouveau cadre régionalisé qu'elle a défini un véritable « projet wallon », dont les résultats sont aujourd'hui indiscutables. « *Qui aurait cru, il y a même dix ans, que Microsoft viendrait s'installer un jour en Wallonie ? Que Google ferait de même ? Qui aurait cru, il y a cinq ans, que la Belgique atteindrait la sixième place dans le classement des pays les plus attractifs grâce aux résultats wallons ? C'était alors un rêve... C'est aujourd'hui une réalité !* », se réjouit Rudy Demotte, Ministre-Président de la Wallonie depuis 2007.

Selon les dernières statistiques de l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), la Wallonie a enregistré cette année une croissance de 1,6 %, avec une légère atténuation en fin d'année. « *La reprise économique wallonne est due essentiellement aux bons chiffres de son commerce extérieur qui représentait 59 % de son PIB en 2009* », précise Daniel Deyays, administrateur général de l'IWEPS, dont les prévisions

de croissance de 1,9 % du PIB pour 2011 dépassent celles de la zone euro (de l'ordre de 1,5 %).

Depuis le mois d'avril 2010, la Wallonie a également renoué avec la création d'emplois (+0,3 % en moyenne annuelle au mois de décembre), permettant un net recul du chômage. Un bilan positif lié à certaines mesures de politique économique : chômage temporaire, réduction des prestations, « plans win-win »... Avec quelque 6.000 nouveaux emplois annoncés en 2011, l'éclaircie sur le marché du travail devrait perdurer et se muer en embellie durable. D'autres indicateurs viennent confirmer cette bonne santé économique. Ainsi, la Wallonie occupe la première place du podium européen des meilleures localisations pour la logistique et la distribution. « *Si en 2005, il y avait un investissement étranger en Wallonie quand il y en avait trois en Flandre, les deux régions font aujourd'hui jeu égal* », note Rudy Demotte.

Des coûts immobiliers attractifs

Des résultats qui ne font qu'accroître l'attractivité économique de la Wallonie, laquelle bénéficie déjà d'atouts importants comme la proximité immédiate de Bruxelles, siège des grandes institutions internationales et des quartiers généraux de nombreuses multinationales. « *La Wallonie n'est qu'à quelques encablures de centre de décisions et de pouvoir* », rappelle Rudy Demotte. Paris, Londres, Amsterdam, Luxembourg, Cologne, Francfort ou Genève sont accessibles en quelques heures grâce à trois aéroports internationaux, à ses quatre ports fluviaux et à des réseaux routier et ferroviaire parmi les plus denses au monde.

A cela viennent s'ajouter des prix immobiliers parmi les plus bas d'Europe.



En Wallonie, 130 Business Parks entièrement équipés accueillent déjà près de 5.000 entreprises et génèrent plus de 150.000 emplois. La région dispose en outre de six parcs scientifiques, directement connectés à de nombreux centres de recherche, laboratoires, universités,

business centres et incubateurs. Sans oublier le réseau étendu et performant d'écoles supérieures et d'universités, qui forment une main-d'œuvre de qualité, très recherchée des entreprises : la productivité y est en effet supérieure de 20 % à la moyenne européenne...

Une proximité culturelle avec la France

Dans ce contexte de dynamisme retrouvé, pas étonnant que la Wallonie soit une terre d'accueil pour ses voisins immédiats. Après les Italiens, les Français constituent la deuxième communauté étrangère de Belgique, la plupart d'entre eux ayant choisi la région pour des raisons de proximités culturelle et linguistique. Depuis une dizaine d'années, la Wallonie est également devenue un refuge pour des chefs d'entreprise et des cadres supérieurs hexagonaux soucieux de préserver le fruit de toute une vie de travail. « *S'ils restent en France, ceux qui céderont en totalité ou en partie leurs parts auront à s'acquitter de 30,1 % d'impôt sur les plus-values, alors qu'en Belgique, ils ne souffriront d'aucune fiscalité* », explique Bertrand Marot, administrateur de la société de gestion privée Petercam, et responsable de son département « Le Comptoir Français », spécialisé dans l'accompagnement des exilés fiscaux hexagonaux. « *D'autant qu'en France, ils n'échapperont pas à l'ISF qui, lui non plus, n'existe pas chez nous* », renchérit Pascal Minne, l'administrateur-délégué de Petercam. Mais ces retraités dorés ne sont pas les seuls Français à avoir posé définitivement leurs valises outre-Quévrain. Plus de 100.000 d'entre eux sont inscrits au Consulat – une communauté qui couvre l'intégralité du spectre social, depuis les cadres et les employés d'entreprises jusqu'aux fonctionnaires internationaux en passant par les familles les plus modestes. La France fournit aussi la quasi totalité des quelque 30.000 résidents de pays limitrophes qui viennent travailler dans les pôles d'emploi belges, proches de leur lieu de résidence, et plus de 9.000 étudiants français suivent une formation d'enseignement supérieur en Wallonie, notamment dans le secteur médical et paramédical.

LAURENCE BEAUVAIS

« Un territoire d'opportunités pour les Français »

Ambassadeur de France en Belgique depuis septembre 2009, Michèle Boccoz voit dans les relations entre la France et la Belgique « un merveilleux laboratoire de l'Europe de demain ».

Les relations politiques et diplomatiques entre la France et la Belgique sont marquées par notre voisinage géographique et notre histoire commune. L'amitié franco-belge se porte-t-elle bien ?

Remarquablement bien ! Fins connaisseurs de notre vie politique, visiteurs assidus de notre pays, les Belges ont une connaissance intime des Français, dont les qualités comme les petits travers ne leur échappent guère. Si le gouvernement belge est en affaires courantes depuis le 26 avril, le pays continue de fonctionner efficacement : même dans cette période de crise, le dialogue s'est poursuivi, riche, nourri, constructif. De plus, la Présidence belge de l'Union européenne a été un temps fort de notre coopération politique. La Belgique a mené à bien des dossiers complexes, notamment sur le plan économique (supervision finan-

cière, budget 2011) dans un contexte économique mondial difficile, mais s'est aussi investie dans la construction de la diplomatie européenne.

Plus particulièrement, comment se caractérise la coopération entre la France et la Région wallonne ?

Nous coopérons bien sûr avec toutes les régions et communautés de la Belgique, Wallons, Flamands, Bruxellois, sans oublier la petite communauté germanophone, très active, dans tous les domaines. La France est le premier partenaire économique de la Wallonie. En 2009, les exportations wallonnes vers la France ont atteint les 9,2 milliards d'euros, devant l'Allemagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. La France est également le premier fournisseur de la Wallonie avec 7 milliards d'euros d'importations et une part de marché de 27,7 %, en progression.

Elle est le quatrième investisseur en Wallonie en termes d'emplois créés. Les grands groupes français comme Total, GDF-Suez, BNP Paribas Fortis, Carrefour ou Orange sont implantés sur l'ensemble du territoire belge.

De plus, le Plan Marshall wallon a lancé une dynamique et renforcé la coopération avec des pôles de compétitivité français, dans les régions frontalières, mais aussi en Île-de-France, Rhône-Alpes, PACA, Midi Pyrénées. Ces pôles sont des moteurs de l'économie régionale, créateurs d'emplois et porteurs d'innovation.

Les relations transfrontalières sont exceptionnellement denses entre la France et la Belgique. Comment l'expliquez-vous ?

La Belgique, Wallonie et Flandre confondues, est un territoire d'opportunité pour nos travailleurs. La proximité

linguistique et culturelle y aide beaucoup. La Wallonie attire la majorité des frontaliers et bénéficie d'un changement d'image : celle d'une région gagnante, qui a surmonté les défis de sa désindustrialisation et qui investit dans les secteurs innovants.

Les relations transfrontalières entre la France et la Belgique sont un merveilleux laboratoire de l'Europe de demain, l'Europe des citoyens, l'Europe des continuités territoriales et des coopérations de proximité. De part et d'autre de la frontière, je vois des décideurs qui sont entrés dans cette logique gagnant-gagnant : renforcement des infrastructures, constitution de bassins d'emplois communs, mutualisation des équipements collectifs, mise en cohérence des politiques de transport, d'aménagement du territoire, stratégies communes de développement économique.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE BEAUVAIS



© L'éventail

« La Wallonie possède une identité à la fois forte et tranquille »

Rudy Demotte, Ministre-Président de la Wallonie, plaide pour l'émergence d'une conscience et d'une fierté wallonnes, dans un contexte politique instable où le fédéralisme reste garant du maintien d'une solidarité d'ensemble.

La Wallonie a fêté cette année ses trente ans d'autonomie politique. Comment la Région s'est-elle développée et transformée durant cette période ?

Contrairement à ce que l'on pense parfois, l'Etat unitaire n'a pas favorisé la Wallonie et ne l'a guère soutenue dans ses efforts de reconversion. D'abord parce que le capital, d'origine industrielle et wallonne, s'est établi à Bruxelles, est devenu financier et a perdu ses « racines » ; les investissements se sont ainsi déplacés vers Bruxelles et la Flandre, à proximité des ports. Ensuite parce que la décision politique est, depuis très longtemps, dominée par la majorité démographique, qui est flamande et n'a cessé de développer une conscience flamande.

L'Etat unitaire a donc privilégié des investissements en Flandre : travaux publics, équipement, ports, autoroutes, sidérurgie maritime et même aide aux secteurs en difficulté. Au temps où le fédéral gérât les « fonds structurels », la Belgique fut même condamnée par l'Europe car elle en utilisait la majeure partie pour la Flandre, pourtant en plein essor, laissant s'enfoncer la Wallonie. C'est la raison pour laquelle la base culturelle et politique du Mouvement wallon du début du XX^e siècle fut largement revivifiée par les revendications économiques au cours du siècle, avec la montée des besoins de reconversion de l'industrie wallonne. Ce n'est qu'avec la régionalisation que la Wallonie a pu entreprendre une véritable politique de redéploiement économique adaptée à ses propres besoins.

Comment s'est traduite cette politique économique ?

Après les premières années où il a fallu faire face aux fermetures d'entreprises et gérer leurs conséquences sociales, l'entrée dans le XXI^e siècle a coïncidé avec l'adoption d'une véritable stratégie de développement territorial pétrie des principes de bonne gouvernance : le Contrat d'Avenir pour la Wallonie, puis le Plan Marshall (pilote en permanence, évalué périodiquement et fréquemment actualisé).

Ce sont là des stratégies axées sur la concentration des moyens financiers autour de priorités économiques bien définies. Les résultats sont clairement perceptibles : nous bénéficions aujourd'hui d'un essor économique attesté par une série d'études internationales. La Wallonie d'aujourd'hui n'est plus en rien la terre économiquement sinistrée d'il y a trente ans.

« La Wallonie d'aujourd'hui n'est plus en rien la terre économiquement sinistrée d'il y a trente ans. »

Vous plaidez pour un « projet identitaire et mobilisateur, qui soutienne une conscience collective wallonne décomplexée ». L'identité wallonne n'entre-t-elle pas en concurrence avec le sentiment d'être Belge ?

Dans beaucoup de pays, cela semblerait une évidence. Le développement d'un territoire se fonde toujours sur un certain nombre de convictions par-

tagées et d'objectifs communs. C'est le fondement de tout projet collectif et un indispensable facteur de mobilisation. Une conscience et une fierté communes sont nécessaires pour pousser une collectivité à s'unir, à dépasser les intérêts particuliers afin de « réussir ensemble ».

Evidemment, tout élément positif peut conduire à des dérives. Une identité exacerbée et, surtout, exclusive peut mener au nationalisme – un patriotisme pervers qui en vient à nuire aux autres et conduit à l'égoïsme ou au repli sclérosant. Mais ce n'est pas une menace en Wallonie, terre d'ouverture. Son appartenance à la conception latine et française de la citoyenneté, son histoire d'espace carrefour entre les puissances européennes et son passé de région de tradition industrielle en ont fait une région d'inclusion dotée d'une identité à la fois forte et tranquille. Les Wallons ne vivent pas dans un sentiment de sentinelle culturelle assiégée.

A l'inverse, la Wallonie a davantage souffert d'une absence de conscience et de fierté collectives, notamment du fait que son adhésion au projet belge n'a pas soutenu l'émergence d'une identité alternative comme en Flandre.

Comment envisagez-vous l'avenir du système fédéraliste de l'Etat belge ?

Le modèle dans lequel nous raisonnons est celui d'une Belgique fédérale où les régions s'imposent comme le centre de gravité, le fédéral garantissant le maintien d'une solidarité d'ensemble. A la différence de la Flandre, notre conception du fédéralisme ne se base pas sur une logique bi-communautaire fondée sur deux blocs, les néerlandophones et les francophones, mais sur trois Régions – la Wallonie, la Flandre et Bruxelles – placées sur un pied d'égalité et collaborant dans une logique de partenariat gagnant-gagnant.



Les dernières élections ont vu les séparatistes s'imposer comme une nouvelle force politique majeure en Flandre. Et c'est avec cette réalité qu'il nous faut composer aujourd'hui : il faut négocier, avec des hommes qui ne veulent plus de la Belgique, la formation d'un gouvernement, ciment de la solidarité entre Bruxellois, Flamands et Wallons. Aussi, je considère qu'il est du devoir des élus politiques de considérer toutes les options possibles, de la plus optimiste à la plus pessimiste, et de se préparer en conséquence. C'est là ce que je considère comme relevant de ma fonction : assurer aux citoyens que, en tout moment, ils peuvent nous faire confiance.

Si une composante de la Belgique met fin à l'aventure commune, nous ne sommes pas condamnés à mourir de faim au bord des routes. Chacun, en Wallonie, se retrouvera les manches et travaillera pour assurer croissance et bien-être. Ce message est un appel à la mobilisation, à la confiance et à la responsabilité, quel que soit l'avenir.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE BEAUVAIS

L'économie durable comme stratégie de relance

Grâce à un plan de redynamisation économique initié dès 2005 et renforcé l'an dernier, la Wallonie s'est dotée des outils pour sortir de la crise et relever le défi environnemental.

Un Plan Marshall pour la Wallonie, rien de moins. C'est ainsi qu'a été baptisé le plan coordonné d'actions prioritaires visant à assurer le redressement socio-économique durable de la Région. Lancé en 2005 et avalisé par l'ensemble des acteurs impliqués dans le pilotage de l'économie (pouvoirs locaux et partenaires sociaux), il a été renforcé l'an dernier afin d'accompagner la Wallonie dans sa sortie de crise et lui permettre de relever le défi environnemental, et doté d'un budget de 2,6 milliards d'euros pour la période 2009-2014.

Le secteur industriel se spécialise

Car le tissu économique wallon a souffert de la désindustrialisation, et sa longue transition vers une économie de la connaissance et des services se fait pas à pas. « Aujourd'hui, le dynamisme de notre économie repose encore largement sur son activité industrielle, explique Jean-Pierre Delwart, président de l'Union wallonne des entreprises (UWE), qui regroupe l'ensemble des fédérations sectorielles et près de 8.000 entreprises wallonnes. Mais nous observons néanmoins un certain renouveau : l'acier vers les nouveaux matériaux, le verre plat – une spécialité wallonne réputée – dont la demande augmente (la Wallonie héberge le géant AGC Flat glass Europe, Ndlr), la mécanique qui évolue vers les nouvelles techniques et, bien sûr, l'agro-alimentaire qui reste un secteur très important. » La Région a, du reste, réussi à diversifier ses activités, notamment dans la santé et les biotechnologies – en accueillant par exemple le siège social du leader mondial des vaccins GSK Biologicals –, la chimie verte, l'instrumentation biomédicale et les technologies de l'information.

Favoriser la transversalité

Quatre ans après le lancement de son premier plan, la Région était déjà en mesure d'en chiffrer les retombées : 27.239 créations d'emploi, 10.991 entreprises bénéficiaires, 115.076 personnes entrées en formation et 1.250 nouveaux chercheurs engagés. Des résultats qui devraient suivre une courbe ascendante grâce au renforcement des multiples mesures adoptées : réduction de la fiscalité locale, dépollution et réaffectation de friches industrielles, création de zones franches pour attirer de nouveaux investisseurs, valorisation du capital humain avec un accent mis sur la formation et l'enseignement, renforcement des synergies avec Bruxelles, aides appuyées aux PME...

La Wallonie nourrit surtout de fortes ambitions pour ses cinq pôles de compétitivité axés sur les secteurs d'excellence, et sur lesquels elle compte asseoir sa croissance : la santé avec le pôle Biowin, l'aéronautique (Skywin), le génie mécanique (Mecatech), le transport (Logistics in Wallonia) et enfin l'agro-industrie (Wagralim). Des pôles largement inspirés du modèle français. « Globalement, nos problématiques sont semblables, tout comme celles de l'ensemble des pays européens, souligne Jean-Pierre Delwart. Les pôles de compétitivité créent des passerelles entre les entreprises, les centres de recherche et les centres de formation ainsi qu'entre les différentes régions d'Europe. Par exemple, Biowin entretient des contacts très étroits avec Mediceen Paris Région et Lyonbiopôle. » Une stratégie que la Wallonie veut étendre : un sixième pôle dédié aux technologies environnementales (construction durable, isolation des immeubles, chimie verte...) devrait prochainement voir le jour.

ELODIE TOUSTOU

ONLYLYON

be you, be in Lyon *

Biotechnologies : Lyon, the ONLY place to be !

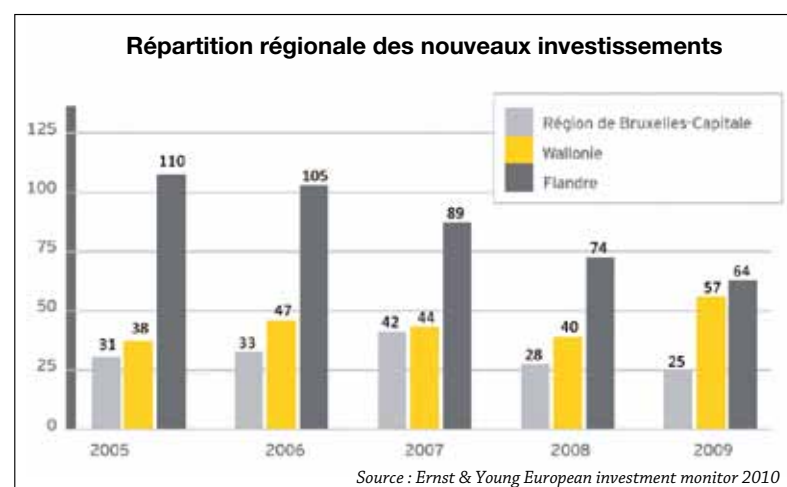
Avec Lyonbiopôle, pôle de compétitivité mondial dédié à la lutte contre les maladies infectieuses, Lyon est reconnue comme un centre d'excellence mondial en diagnostic et vaccins et accueille de nombreuses entreprises pharmaceutiques et de biotechnologies.

Rejoignez des leaders tels que Genzyme (105 M€ d'investissements en 2010), Integra (nouveau siège social européen), Mylan (nouveau siège social européen), Covidien (20 M€ d'investissement), ResMed, Merial, Sanofi Pasteur et Merck Serono, qui ont fait le pari de se développer à Lyon !

* A Lyon, révélez-vous ! - www.onlylyon.org

Une région de plus en plus attractive aux yeux des investisseurs étrangers

Dans un environnement économique particulièrement maussade, la Wallonie a réalisé en 2009 d'excellents résultats en termes d'attractivité des investissements étrangers sur son territoire.



Comme chaque année, le bureau de consultance Ernst & Young a publié son baromètre de l'attractivité des pays européens en termes d'investissements étrangers. Si la place de la Belgique s'améliore par rapport à l'an dernier, passant de la 8^e place à la 6^e (juste derrière le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Russie mais devant les Pays-Bas ou la Pologne), force est de constater que la situation des trois régions du pays, la Flandre, la Wallonie et la région de Bruxelles-Capitale, est loin d'être homogène. Alors que le nombre d'investissements directs étrangers en Flandre et dans la région de Bruxelles-Capitale est en baisse, la Wallonie obtient son meilleur score et ce, dans une période pour le moins économiquement troublée.

Ainsi, en 2009, la région a attiré cinquante-sept projets d'investissement contre quarante en 2008, dont une majorité de projets dits « greenfield »

(nouveaux) dénotant une attractivité accrue et générant, globalement, davantage d'emplois que des extensions de projets existants. Ce sont principalement les secteurs industriels, des services et du marketing et celui de la logistique qui tirent leur épingle du jeu. « Cela n'est pas étonnant, commente Philippe Pire, Associé et responsable de la Wallonie au sein du cabinet Ernst & Young. La Wallonie se situe en plein cœur de l'Europe et dispose d'un réseau autoroutier extrêmement dense. À cela, il convient de rajouter la présence sur son territoire de deux aéroports (Liège et Charleroi) en plein développement et du troisième port fluvial européen (Liège). » Cette densité et cette qualité du réseau de transports, couplées à une grande disponibilité de terrains pour les entreprises à un prix raisonnable, figurent parmi les atouts majeurs de la Wallonie. Mais ce ne sont pas les seuls : « Il convient également d'ajouter l'existence d'une main-d'œuvre disponible et expérimentée, le niveau substantiel des subsides à l'investissement autorisé (aides européennes au développement) et les efforts majeurs consentis par le gouvernement wallon au travers du Plan Marshall », précise Olivier Lemaire,

(nouveaux) dénotant une attractivité accrue et générant, globalement, davantage d'emplois que des extensions de projets existants.

Ce sont principalement les secteurs industriels, des services et du marketing et celui de la logistique qui tirent leur épingle du jeu. « Cela n'est pas étonnant, commente Philippe Pire, Associé et responsable de la Wallonie au sein du cabinet Ernst & Young.



Olivier Lemaire, Directeur Ernst & Young
olivier.lemaire@be.ey.com



Philippe Pire, Associé Ernst & Young
philippe.pire@be.ey.com

responsable du développement du secteur public francophone chez Ernst & Young. Les efforts réalisés par l'OFI (Office for Foreign Investors), l'organisme wallon chargé d'attirer sur son territoire les investisseurs étrangers, constituent également l'une des clés du succès.

FANNY BLAUOUI

ERNST & YOUNG
Quality In Everything We Do

Gosselies Avenue Jean Mermoz 30 6041 Gosselies Tél: 071 79 72 11 patricia.lux@be.ey.com	Mons Rue Comte Cornet 19 7020 Maisières Tél: 065 38 89 50 patricia.lux@be.ey.com
Liège Boulevard d'Avroy 38 4000 Liège Tél: 04 273 76 00 philippe.pire@be.ey.com	Tournai Rue Terre à Briques 29 bloc D 7522 Tournai Tél: 069 64 66 60 jean-pierre.decotignies@be.ey.com

Pour connaître l'adresse de nos autres bureaux en Belgique : www.ey.be

Des investissements pluriels

L'étude publiée par Ernst & Young montre que ce sont principalement les provinces de Liège, du Hainaut et du Brabant wallon qui ont attiré le plus d'investissements en 2009. A cet égard, la province du Brabant wallon, proche de Bruxelles et disposant d'infrastructures de bureaux de grande qualité, a réalisé un score particulièrement remarquable. Rappelons que par rapport à Bruxelles, cette région est en partie épargnée par les problèmes chroniques d'engorgement du trafic. Quant à l'origine de ces nouveaux investissements, la Wallonie ne se démarque pas fondamentalement de ses deux régions voisines. Ce sont les investissements en provenance des Etats-Unis qui arrivent de loin en tête, suivis par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon. En revanche, les pays de la zone BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), bien que présents, arrivent très loin derrière. L'étude d'Ernst & Young ne se limite toutefois pas à recenser le nombre d'investissements étrangers. Elle appréhende également, au travers d'interviews, comment les responsables d'entreprises, ayant déjà investi ou envisageant d'investir en Belgique et en Wallonie, perçoivent les atouts de cette région d'Europe. Outre la qualité des infrastructures de télécommunication, de logistique et de transport, c'est notamment la qualité de vie, la compétence des travailleurs et la stabilité du climat social qui séduisent les investisseurs étrangers. « La Wallonie dispose manifestement d'atouts majeurs pour attirer les investisseurs étrangers. Ces atouts, couplés aux efforts du pouvoir politique, devraient permettre de confirmer, au cours des prochaines années, les tendances encourageantes dégagées dans cette étude », conclut Philippe Pire.

F.B.

Créer > Echanger > Grandir

Wallonie-Bruxelles

au cœur de l'Europe

- > Nature et loisirs**
Bénéficier d'une qualité de vie au cœur d'un environnement privilégié.
- > Art de vivre**
Goûter et partager les plaisirs d'un terroir raffiné.
- > Carrefour de communication**
Accéder en quelques heures aux plus grandes capitales européennes.

www.wallonia-brussels-international.be

« Le moteur de l'économie, c'est l'innovation et le moteur de l'innovation, c'est la créativité »

L'innovation est de toutes les décisions en Wallonie. Revue de détails avec Jean-Claude Marcourt, vice-président et ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles.

Terre historique d'industrie, la Wallonie a-t-elle réussi sa transition vers une économie plus diversifiée ?

Les atouts de l'économie wallonne résident dans l'alliance entre une tradition industrielle, qui fait notamment que nous avons une qualité de main-d'œuvre reconnue, et une obligation d'innovation. Le tout bénéficiant d'une situation géographique idéale au cœur de l'Europe, d'un réseau multimodal – autoroutier, fluvial, aéroportuaire et ferré (TGV) – dense et de qualité, et d'espaces disponibles pour y créer de l'activité économique. La Wallonie a connu une période difficile, due au vieillissement de son économie traditionnelle et la reconversion a été lente. Je veux croire aujourd'hui que repartir non pas d'une page blanche mais sur des bases nouvelles est notre meilleur atout. C'est pourquoi j'ai décidé de faire avec les six secteurs d'activités dans lesquels nous avons une taille critique, sur le plan européen sinon mondial, des

pôles de compétitivité appelés à devenir la nouvelle colonne vertébrale de notre économie.

La Wallonie semble engagée dans une dynamique axée sur l'innovation, portée notamment par le projet Creative Wallonia. De quoi s'agit-il ?

Il est important que notre tissu entrepreneurial et industriel comprenne que son terrain de jeu est désormais le monde. C'est pourquoi j'ai décidé de mettre en place Creative Wallonia, un programme cadre qui vise à faire de la Wallonie une société de la créativité et de l'innovation, moteurs essentiels de l'économie de demain et déjà d'aujourd'hui. Pour moi, le moteur de l'économie, c'est l'innovation et le moteur de l'innovation, c'est la créativité. Cette créativité est la clé du système. Nous n'avons pas de pétrole, pas d'or mais une créativité débordante qui excelle. Le programme est composé de mesures concrètes qui s'adressent à différents publics, dont les entreprises,

évidemment. L'une des mesures de Creative Wallonia propose à celles-ci de réaliser un audit de leur potentiel innovant. Une majeure partie du coût sera pris en charge et permettra aux entreprises de se situer sur l'échelle de l'innovation. L'audit leur fournira également des informations et des outils pour exploiter tout leur potentiel innovant. Je pense vraiment que ce genre de démarche peut doper notre compétitivité. Cette mesure en est une parmi d'autres... Nous avons aussi le prix Zénobe, la semaine de l'innovation, la mesure prototypage, l'observatoire des tendances ou encore ID Campus. Creative Wallonia pousse un pas plus loin la logique de décloisonnement que j'ai voulue comme mode de fonctionnement des pôles de compétitivité. Sous l'impulsion des pouvoirs publics, les murs commencent à tomber entre industriels, chercheurs, centres de formation, universités... Ces mondes qui ne se parlaient pas – en tout cas pas assez – apprennent à travailler ensemble. Je veux amplifier et accélérer le mouvement.



Vous capitalisez également sur un enseignement supérieur qui allie formation de pointe et grande diversité de cursus proposés, tout en « démocratisant » l'enseignement ?

Oui, je me suis engagé pour la démocratisation des études supérieures : chacun de nos 160.000 étudiants est concerné. Près de 33.000 d'entre eux pourront s'inscrire gratuitement dans l'enseignement supérieur et près de 5.000 autres bénéficieront d'une diminution de 25 % de leur minerval (*droit d'inscription, Ndlr*).

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLE SOUSSAN

Miser sur la recherche pour dépasser la crise

Les dépenses de R&D en Wallonie sont en hausse grâce à la forte implication de la Région pour favoriser l'innovation publique et privée. Un effort complété désormais par l'engagement des entreprises, et la mise en place de passerelles entre la recherche et les demandeurs de solutions.

Innover pour prospérer, c'est le cheval de bataille des dirigeants politiques wallons qui, comme leurs voisins européens, veulent concentrer leurs actions sur les technologies du futur afin de créer de nouvelles dynamiques. Une volonté concrétisée il y a deux ans quand la Wallonie s'est fixée pour objectif de consacrer 3 % de son PIB à la recherche, dont les deux-tiers

provenant du secteur privé. « *Investir dans la recherche et l'innovation, c'est investir dans l'avenir. C'est se doter d'avantages concurrentiels, créer des emplois et assurer la prospérité de la Wallonie* », indiquait la Déclaration de politique régionale wallonne, publiée en juillet 2009.

Car il y a quatre ans, la situation en matière de R&D en Wallonie était loin d'être satisfaisante.

Bien que dans la moyenne belge et européenne, les dépenses dans ce domaine ne dépassaient pas 1,36 % du PIB, et étaient réalisées majoritairement par les grandes entreprises wallonnes (49 % dans le secteur chimique, dont 75 % pour le secteur pharmaceutique). Par ailleurs, le taux d'implication du secteur public wallon dans les activités de R&D était parmi les plus faibles d'Europe.

Un « Décret recherche » pour favoriser la R&D

Pour rectifier cette situation, des réformes institutionnelles ont été adoptées dans la Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région wallonne, visant à renforcer la recherche et l'innovation, financer des programmes d'excellence et développer des partenariats public-privé. En concertation avec l'ensemble des acteurs de la recherche, le gouvernement wallon a adopté dès 2008 un « Décret recherche » pour soutenir l'innovation. Et les moyens budgétaires ont été largement revus à la hausse (+121 %), passant de 140 M€ en 2005 à 310 M€ en 2009. De nombreuses mesures incitatives ont été spécialement adoptées à destination des petites entreprises et de la recherche scientifique et des efforts conséquents réalisés pour renforcer les ressources humaines en R&D, comme le programme FIRST (prise en charge par la Région pendant deux ans de la rémunération d'un jeune chercheur).

Pour faire croître plus rapidement et plus efficacement le potentiel d'innovation technologique des entreprises, la Région wallonne a également mis en place une Agence de stimulation technologique (AST), chargée d'orchestrer une intermédiation concrète au profit de l'innovation technologique. Elle œuvre à faciliter la transition entre la recherche et l'innovation en entreprise, en rassemblant et en pilotant les opérateurs qui participent aujourd'hui en Wallonie à

l'intermédiation scientifique et technologique. « *En 2004, on constatait un manque de transferts et de valorisation des résultats des recherches, dû en bonne partie au problème de cloisonnement et de sous-régionalisation des opérateurs*, explique Véronique Cabiaux, directrice de l'AST. *Le réseau manquait cruellement d'organisation et de professionnalisation.* »

Faciliter l'innovation des entreprises

Depuis 2008, l'AST s'attache à construire et à faire vivre un réseau mettant en relation offreurs de technologie (entreprises, universités, hautes écoles, centres de recherche...) et demandeurs de solutions susceptibles de stimuler le processus de développement par l'innovation. A cet effet, différents outils ont été mis à disposition par l'AST : formations, événements, brochures de compétences, portail collaboratif (www.innovons.be).

En stimulant l'intégration de la recherche dans la stratégie d'innovation des entreprises, le gouvernement wallon entend en premier lieu consolider ses pôles de compétitivité. Néanmoins, tout en veillant au développement de la base industrielle et économique en Wallonie, le gouvernement élabore une nouvelle stratégie de développement et d'investissement dans la recherche, pour identifier notamment les nouveaux domaines d'engagement dans les secteurs émergents : développement durable, énergies renouvelables, nouvelles technologies, vieillissement de la population et santé. De quoi envisager des initiatives innovantes, comme la création d'un centre d'excellence interuniversitaire sur le thème du développement durable, envisagé sur la base du modèle développé pour le WIL (Walloon Institute for Leadership in Life Sciences).

ZEHRA SIKAS

« Près de 200 vitrines internationales »

Deux questions à Philippe Suinen, administrateur général de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEX) et de Wallonie Bruxelles International (WBI).



La Wallonie a-t-elle le rayonnement international qu'elle mérite ?

Non. A l'étranger, on ne se rend pas encore suffisamment compte de la mutation qui s'opère en Wallonie depuis une dizaine d'années vers les technologies d'avenir, le lancement d'entreprises innovantes et de véritables prouesses à l'exportation (7 % comme taux de croissance moyenne annuelle depuis 1996).

Comment modifier cette perception ?

La Wallonie est très active sur la scène internationale. Elle dispose, grâce au réseau Awex et WBI,

de près de 200 relais dans le monde sur lesquels nos entreprises, chercheurs, étudiants ou artistes peuvent s'appuyer. Ce sont autant de vitrines internationales. De fait, nous gagnons des parts de marché et contribuons significativement à l'équilibre de la balance commerciale belge. Sans compter le nombre croissant d'investisseurs étrangers qui s'installent en Wallonie. Ce n'est pas un hasard si nous sommes classés n°1 par Cushman & Wakefield pour notre attractivité vis-à-vis de centres de distribution sur l'Europe.

PROPOS RECUEILLIS PAR MANON RESSOUCHE

www.comptoirfrancais-petercam.be

UN PIED EN BELGIQUE,
UN PIED EN FRANCE
ET UN CONSEILLER
QUI GÈRE
LE GRAND ÉCART
FISCAL.

La Belgique offre très certainement un environnement approprié pour optimiser votre situation fiscale. Pour vous conseiller dans cette démarche complexe, le Comptoir Français de Petercam est à vos côtés. La plus importante société de Bourse indépendante de Belgique vous offre son expertise en **gestion privée** fondée entre autres sur sa connaissance pointue des régimes fiscaux français et belge.

Si vous souhaitez être accompagné et conseillé au mieux de vos intérêts familiaux et patrimoniaux, contactez Bertrand Marot au : +32.2.229.66.53.

PETERCAM

Traitement de l'insuffisance cardiaque : Cardio3 BioSciences change la donne

En axant ses travaux de recherche sur la découverte et la mise au point de thérapies régénératives et protectrices pour le traitement des maladies cardiovasculaires, la société belge Cardio3 BioSciences* annonce des résultats positifs dans l'essai clinique de phase II C-Cure®. Entretien avec le docteur Christian Homsy, son directeur général.

Vous travaillez depuis plus de cinq ans sur les maladies cardiaques. Quel est l'axe de vos recherches ?

Jusqu'à présent, les traitements existants pour les maladies cardiaques ischémiques telles que l'infarctus ou les insuffisances cardiaques visent à améliorer la performance énergétique du cœur malade, sans pour autant soigner cet organe et le reconstruire. Si on sait créer les conditions pour qu'un cœur malade continue de fonctionner, les traitements ne régénèrent pas le muscle. Le cœur ainsi traité demeure un organe diminué ne retrouvant pas ses pleines capacités. Conséquences pour les patients : une incapacité définitive, une baisse de la qualité de vie et une mortalité accrue.

Face à cette problématique, qui représente la première cause de mortalité dans le monde, notre objectif consiste à reconstruire le muscle cardiaque. Contrairement à d'autres organes, comme le foie, le cœur a la particularité de posséder très peu de cellules souches. Il faut donc en prélever ailleurs, les modifier puis les injecter dans le cœur afin que ces cellules modifiées puissent le réparer. Notre compétence fondamentale



consiste à transformer des cellules souches non cardiaques en cellules de lignée cardiaque.

Où en sont vos travaux ?

Le traitement le plus avancé sur lequel nous menons nos recherches s'appelle C-Cure®, un produit fabriqué à partir des cellules souches d'un patient et qui, grâce à un procédé particulier donnent naissance à des cellules « cardiopoïétiques » capables de régénérer un muscle cardiaque lésé. La première étape essentielle a été la découverte de la cardiopoïèse, c'est-à-dire la capacité de transformer une cellule souche « naïve » en cellule cardiaque. Ce travail a été publié dans de nombreuses revues scientifiques de premier ordre et couronné par des prix internationaux. Ensuite, les tests d'abord sur animaux suivis par une étude de phase II chez l'homme, avec des résultats très prometteurs qui nous amènent à passer à l'étape suivante, l'étude de phase III.

Quels sont les premiers résultats concrets ?

L'étude clinique de phase II a consisté à traiter des patients souffrant d'insuffisance cardiaque chronique. Cette étude a été la première au monde

où des cellules modifiées (préprogrammées) ont été utilisées dans le domaine cardiovasculaire. Outre l'innocuité déterminée par un comité indépendant, l'essai indique que six mois après avoir reçu C-Cure, les patients présentent une amélioration statistiquement significative de plusieurs paramètres de leur fonction cardiaque, ainsi que de leur capacité à faire des efforts. Pour la première fois, nous modifions en profondeur la vie après l'accident cardiaque, en traitant directement le cœur.

Parallèlement à C-Cure, nous travaillons à d'autres développements, notamment celui d'un produit à administrer au moment-même où une personne est victime d'un infarctus. Le but est d'éviter une cicatrice trop importante du cœur, de faciliter la récupération du malade et surtout de diminuer la gravité des conséquences de cet accident cardiaque.

Qu'est-ce qui a permis de telles avancées ?

Une conjonction d'opportunités et de personnes. Nous sommes associés à deux partenaires clés : la clinique Mayo aux Etats-Unis, deuxième centre de recherche américain pour les maladies cardiovasculaires, et le Centre Cardiovasculaire d'Alost en Belgique, l'un des premiers centres européens de recherche sur les maladies cardiaques. La société Cardio3 BioSciences est parfaitement bien intégrée à son environnement socio-économique et bénéficie d'un support important de la Région wallonne.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE LEJEUNE-LORENZINI

* www.c3bs.com



Récupérer son autonomie

Les maladies cardiovasculaires représentent la première cause de mortalité en Occident. En élaborant C-Cure, Cardio3 BioSciences ouvre de nouveaux horizons aux malades. « Jusqu'à présent, les soignants se trouvaient dans une impasse, face à une maladie sans solution, explique le Docteur Homsy. Il s'agit là d'un changement radical, d'une orientation totalement différente. » Avec C-Cure, Cardio3 BioSciences vise aussi à alléger le coût du traitement des malades atteints de ces pathologies. « Un tel patient coûte environ 100.000 euros par an à la collectivité, poursuit Christian Homsy. Nous espérons contribuer à la diminution sensible de ces frais, année après année, mais aussi améliorer la qualité de vie des malades. La meilleure justification de notre travail, c'est de voir les patients traités récupérer une autonomie de vie. »

A.L.-L.

Le CSL au cœur du « spatiopôle » wallon

Aller dans l'espace est une épreuve pour laquelle doivent être préparés et qualifiés les équipements optiques et électroniques au prix de tests intensifs. Depuis quatre décennies, l'Université de Liège s'est fait une spécialité du développement d'instruments spatiaux et de leurs essais sous vide.



Sur la hauteur du Sart Tilman de la « Cité Ardente » de Wallonie, le Centre Spatial de Liège (CSL) s'est développé autour d'une importante infrastructure de simulateurs de plus en plus performants pour mettre à l'épreuve l'instrumentation sensible des satellites d'observation de la voûte céleste, du Soleil, de l'environnement terrestre. En 2008-2009, un satellite complet de l'ESA (Agence Spatiale Européenne) y a été testé : l'observatoire Planck, dont les détecteurs qui veulent percer les origines du Cosmos dans son bruit de fond, ont été refroidis jusqu'à une température proche du zéro absolu (- 273 °C). Planck réalise avec brio sa mission sur sa position à quelque 1,5 million de kilomètres de nous.

Le CSL, qui fait partie du réseau européen des moyens d'essais spatiaux, contribue au succès de nombreuses missions scientifiques non seulement de l'ESA, mais de la NASA et du CNES (Centre

National d'Etudes Spatiales). Il a participé à la réalisation de l'observatoire spatial français COROT (Convection et Rotation des intérieurs stellaires), qui mène l'enquête sur le phénomène des exoplanètes. A ce jour, une trentaine d'équipements optoélectroniques d'une grande complexité ont été préparés, testés et étalonnés au CSL. Et ce sont huit satellites sur orbite qui font des observations grâce à des instruments réalisés à Liège : SOHO, deux STEREO, PROBA-2 pour la connaissance du Soleil, XMM, INTEGRAL, Herschel et COROT pour l'étude de l'univers.

Des activités à l'origine de PME innovantes

Les 85 personnes du CSL, majoritairement des professeurs, chercheurs, ingénieurs et techniciens hautement qualifiés, sont impliquées dans trois activités principales : les essais poussés de systèmes pour le compte de l'ESA et pour l'industrie spatiale européenne ; la création et le développement d'outils optiques innovants (nouveaux télescopes embarqués, structures pour des observations de qualité...) ; la recherche et le transfert de technologie, y compris hors du domaine spatial (microfabrication, énergie solaire, réseaux de capteurs, simulations électromagnétiques). Le CSL a ainsi fait naître un « spatiopôle ». Sous son impulsion et dans son orbite, plusieurs PME de haute technologie ont pris leur essor. Depuis 2001, un incubateur a pris forme : le WSL (Wallonia Space Logistics) favorise l'éclosion et la maturation de jeunes entreprises. Le Centre Spatial de Liège apporte une contribution essentielle à la reconversion économique du bassin industriel liégeois.

Contact : www.csl.ulg.ac.be

Université de Liège

Ulg

Université de Liège

Ouverte sur le Monde

► La seule université publique complète en Belgique francophone, créée en 1817

► L'unique université belge à détenir les deux labels européens ECTS et Diploma Supplement

► 20.000 étudiants, 71.000 diplômés, 4.500 étudiants internationaux, 105 nationalités représentées

► 3.000 professeurs, assistants et chercheurs fortement impliqués dans les programmes de recherche européens

► Une des offres de formations les plus diversifiées en Belgique (33% des masters uniques en Belgique francophone)

► Un réseau de collaborations avec 600 institutions dans le monde

► Environ 4.500 publications scientifiques chaque année

► Une université pionnière dans la promotion de l'Open Access

► Première université de Wallonie en création d'entreprises spin-off

► Clusters en sciences du vivant (GIGA), en sciences spatiales et de l'ingénieur (WSL), en sciences de l'eau et de l'environnement (AquaPôle)

► Pôle de santé et de recherche biomédicale de pointe, développé avec le CHU de Liège

www.ulg.ac.be

Le berceau de la BD est wallon

Avec plus de 700 dessinateurs et scénaristes, la Belgique francophone s'est imposée au fil du XX^e siècle comme le temple du neuvième art.



Ils se nomment Peyo, Hergé, Franquin, Jijé ou Morris. Avec eux, la bande dessinée a acquis ses lettres de noblesse et connu un succès sans précédent en Europe. Au commencement, c'est d'abord l'histoire d'une rivalité entre deux journaux pour enfants : *Tintin* à Bruxelles et *Spirou* en Wallonie. Après-guerre et jusqu'au début des années 70, les deux titres s'observent et se livrent une concurrence acharnée. Chacun, tour à tour, prend la tête de la course et devient une pépinière de talents et de héros. Autour de *Spirou*, à Marcinelle, naissent Lucky Luke, Les Schtroumpfs, Buck Danny, Gaston Lagaffe, Les Tuniques Bleues jusqu'à Cédric, Kid Paddle ou Largo Winch aujourd'hui. Derrière *Tintin* verront le jour Black et Mortimer, Ric Hochet, Michel Vaillant... « *C'est ce climat de compétition qui a donné un coup de fouet à la bande dessinée et fait naître des talents* », assure Jean-Claude De la Royère, conservateur du Centre belge de la bande dessinée.

Alors qu'à Bruxelles, on privilégie la « ligne claire » et les récits plutôt sérieux, « l'école de Marcinelle » adopte un style libre, influencé par la peinture. La ligne y est plus fantaisiste, les personnages drôles et caricaturaux. « *Avec Tintin, on est dans le politiquement correct avec son style premier de la classe. Spirou, lui, est plutôt le compagnon des cours de récré* », analyse Jean-Claude De la Royère. A l'époque, les deux journaux dépassent les 300.000 exemplaires par semaine. Un succès inespéré qui, dès les années 50, pousse les éditeurs à se lancer dans les premières publications d'albums. Malgré une tentative de censure menée par la France sur les lectures pour la jeunesse, la Belgique francophone devient ainsi la Mecque du 9^e art.



Un rayonnement international

Si les séries d'origine belge (XIII, Largo Winch, Le Petit Spirou...) trustent encore le haut du box office, l'âge d'or est bel et bien révolu. « *L'évolution du magazine Pilote à Paris, après mai 68, a bouleversé la donne en ouvrant la voie à une bande dessinée d'adultes* », explique Jean-Claude De la Royère. Le centre de gravité s'est déplacé et les grands éditeurs belges comme Dupuis, Le Lombard et Casterman ont été rachetés par des groupes français. « *Aujourd'hui, on ne peut plus distinguer la bande dessinée bruxelloise ou wallonne de l'ensemble de la BD francophone, devenue une énorme industrie avec un chiffre d'affaires de 320 millions d'euros en 2008* », constate le conservateur.

Il n'empêche que son rayonnement perdure, comme le prouvent de nombreuses adaptations à la télévision ou au cinéma (Blueberry, Lucky Luke, Largo Winch...). Le pays compte également le plus vaste réseau de librairies spécialisées et les grands dessinateurs belges continuent d'inspirer des générations de jeunes pousses. Car la BD s'enseigne non seulement à Bruxelles mais à Liège, Gand ou Tournai, et attire des étudiants venus de toute l'Europe. Il ne se passe pas non plus une année sans que le pays célèbre cet art populaire. Depuis 1989, Bruxelles s'est ainsi dotée du Centre belge de la bande dessinée et a inauguré le parcours de fresques BD dans les rues de la ville. Des héros de fiction ont été statufiés à Charleroi, Tournai, Wavre... Et, depuis 2009, le musée Hergé a ouvert ses portes à Louvain-La-Neuve.

SOPHIE DJOUDER

Des symboles identitaires forts

Le Plan Marshall 2.Vert s'accompagne d'une campagne de visibilité pour la Wallonie. La construction d'une image de marque internationale est en chantier.

Le Ministre-Président wallon, Rudy Demotte, a décidé de doter sa région d'une véritable image de marque internationale d'ici à 2011, dans un contexte de redressement socio-économique incontestable. Un intense travail de « branding » a été mis en place à tous les échelons. La nouvelle identité devra mieux faire connaître la Wallonie ; « *une marque dans laquelle on retrouve les valeurs d'ouverture, de travail, de chaleur humaine qui sont les siennes* », résume M. Demotte. Toutes les dimensions de la région devraient participer à ce chantier, à savoir les données économiques mais aussi historiques, culturelles, touristiques et humaines. Ce socle d'informations synthétisant le territoire sera mis en scène par une agence de communication dont on ignore encore le nom. Mais nul doute qu'elle devra s'inspirer des différents symboles et manifestations qui représentent déjà la Wallonie.



Hardi est le coq

Si le coq gaulois est l'un des symboles nationaux de la France, il en va de même pour la Wallonie qui a opté pour le coq hardi, meuble

héraldique très largement utilisée, particulièrement pour les drapeaux. Choisi par l'Assemblée wallonne en 1913, il a été formalisé par le peintre Pierre Paulus la patte droite levée et le bec clos, rouge sur fond jaune, des couleurs qui tiennent leur origine de la ville de Liège. C'est que le volatile serait doté d'innombrables vertus : virilité, bravoure mais aussi porte-bonheur, prophète guérisseur ; il incarne le courage, l'intelligence et on l'associe volontiers à la résurrection. La même assemblée a également choisi la Gaillarde comme fleur-emblème de la Wallonie. La région dispose aussi de son hymne, Le Chant des Wallons, dont le premier couplet prône notamment « *Nous sommes fiers de notre Wallonie, le monde entier admire ses enfants. Au premier rang brille son industrie. Et dans les arts, on l'apprécie autant... Voilà pourquoi l'on est fiers d'être Wallons!* ». Enfin, point d'identité sans devise, « *Wallons toujours* », ni sans fête, laquelle est célébrée le troisième dimanche de septembre pour commémorer la participation des Wallons à la révolution belge de 1830.

CAROLIE SOUSSAN

Un label pour le patrimoine rural

L'association Les Plus Beaux Villages de Wallonie se mobilise depuis seize ans pour mettre en avant des villages de caractère, comme l'explique Alain Collin, son président fondateur.

La vocation de votre association relève-t-elle uniquement d'une volonté de développement d'un tourisme rural ?

Il s'agit d'une facette de notre activité, mais pas de sa principale finalité. En effet, la Wallonie connaît une forte pression immobilière. Nous avons donc souhaité favoriser une prise de conscience collective face à ces villages qui sont menacés si l'on n'y prête plus attention. Vingt-quatre d'entre eux se sont vu décerner notre label.

Qu'apporte-t-il à ces villages ?

Ils gagnent en visibilité, au niveau national et international, notamment avec les visites audio-guidées de ces sites que nous proposons grâce à des subventions européennes. Pour valoriser les villages, nous aidons aussi tout

porteur de projet souhaitant s'y implanter ou commune réalisant un projet lié au patrimoine rural ou au tourisme durable.

Quelle place la culture occupe-t-elle dans votre démarche ?

Nous entendons préserver mais aussi faire vivre ce patrimoine dans son siècle. En ce moment, notre projet « Rural Live » s'adresse à des étudiants d'écoles artistiques de haut niveau en Wallonie, France et Italie. Nous souhaitons susciter des regards croisés de ces étudiants européens dans nos villages afin qu'ils créent des œuvres s'inspirant de notre patrimoine rural. Les travaux seront ensuite exposés durant une saison touristique et la genèse des œuvres réalisées présentée via un support numérique.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE LEJEUNE-LORENZINI



Vous souhaitez partir à la découverte des richesses culturelles, architecturales, et naturelles de notre Wallonie rurale ?

Créé en 1994, le réseau **Les Plus Beaux Villages de Wallonie** est composé de **24 villages** labellisés pour leur patrimoine, leur caractère unique et leur authenticité.

Les Plus Beaux Villages de Wallonie vous propose des activités conviviales, dynamiques et ludiques :

- > **Circuits d'interprétation** à la rencontre de l'histoire et anecdotes de nos villages
- > **Circuits audioguidés** à télécharger pour des balades peu communes (www.beauxvillages.be)
- > **Promenades touristiques** pédestres ou à vélo
- > « **Un Dimanche, Un Beau Village** », de mai à septembre, à la découverte du patrimoine de nos Beaux Villages de manière amusante, divertissante et enrichissante
- > **Guide officiel** de l'association en vente sur notre site internet
- > **Bonnes tables**



Pour nous contacter :
Les Plus Beaux Villages de Wallonie
Rue Haute 7 - 5332 CRUPET - +3283/65.72.40
info@beauxvillages.be - www.beauxvillages.be



LES PLUS BEAUX
VILLAGES
DE WALLONIE



www.opt.be www.cgt.be

« La Province de Liège, un écrin pour le Grand Départ du Tour de France 2012 »

C'est de nouveau la Province de Liège qui accueillera le Grand Départ et les deux premières étapes du Tour de France en 2012, après le succès de l'édition de 2004. Les réactions croisées d'André Gilles, Président du Collège provincial de Liège, Christian Prudhomme, Directeur du Tour de France, et Paul-Emile Mottard, Député provincial en charge du tourisme.



Christian Prudhomme, Directeur du Tour de France et André Gilles, Député-Président du Collège de la Province de Liège.

Le Tour est-il chez lui à Liège ?

A.G. : Le Tour de France constitue un événement d'envergure mondiale et une grande fête populaire. L'ouverture au monde ainsi que le rassemblement, en toute convivialité, de toute une population autour d'un projet à la résonance médiatique forte, voilà qui s'accorde avec l'esprit de la Province de Liège et de ses habitants. Ils garantiront au Tour l'accueil qu'il mérite, comme à chaque fois que nous avons parcouru un bout de chemin ensemble.

Une terre de cyclisme, la Province de Liège ?

A.G. : Bien entendu ! Terre de sports et de sportifs, la Province de Liège

compte sur son territoire de nombreux sites, clubs et champions de premier plan. Nous collaborons ainsi régulièrement à des épreuves sportives majeures, le Tour de France restant bien entendu la plus marquante et la plus populaire, sans oublier les classiques internationales « Liège-Bastogne-Liège » et « La Flèche wallonne ». Cette passion sportive ne se décline d'ailleurs pas uniquement au niveau professionnel, comme nous le rappellent les milliers de cyclotouristes présents sur nos routes.

C.P. : Bien sûr, la Province de Liège a d'abord des atouts objectifs, qui lui ont permis de séduire, pour la deuxième fois en huit ans – en plus d'étapes régulières –, la plus grande course du monde : une

population passionnée, qui « respire » le cyclisme ; un héritage culturel et sportif exceptionnel, avec ces épreuves de légende que sont « La Flèche wallonne » et « La Doyenne » ; un relief parfaitement adapté au vélo de compétition, avec les côtes des Ardennes qui illuminent chaque printemps et peuvent naturellement s'inscrire, pour partie, sur le tracé du Tour ; enfin, une équipe technique dévouée et rompue aux grands événements. Nous savons d'ores et déjà, que à Liège, à Seraing, à Visé, et partout sur le tracé des étapes initiales, le Grand Départ 2012 sera placé sous le signe de la ferveur et d'un enthousiasme communicatif.

Cela reste exceptionnel pour Liège tout de même ?

A.G. : Oui, car le Tour de France est exceptionnel, mais nous devons rappeler que la Province de Liège a acquis une expertise certaine dans l'organisation de manifestations culturelles ou sportives d'envergure, telles que le Tour. Des infrastructures modernes, dont la nouvelle gare TGV, le premier aéroport cargo belge, le troisième port fluvial européen et un réseau de transport autoroutier de premier plan, constituent un parfait écrin pour recevoir ces événements et ouvrir la Province de Liège au monde. Par ailleurs, les visiteurs ne seront pas déçus de leur déplacement dans un haut lieu touristique et culturel qui se profile de plus en plus comme une des grandes métropoles européennes.

P.-E.M. : Parmi bien d'autres attraits spécifiques, voire uniques – qu'il serait impossible de citer intégralement ici –, signalons la rénovation remarquable du musée de la Vie wallonne et celle du Grand Curtius, l'Orchestre Philharmonique et l'Opéra Royal de Wallonie, la Cristallerie du Val Saint Lambert ou encore une kyrielle de châteaux magnifiquement conservés. La Province de Liège vient justement de mettre en place une formule de « mini-trips », afin de proposer des forfaits attrayants organisés autour de cinq villes à forte notoriété touristique et déclinés en thématiques variées. C'est l'idéal pour venir assister à un

événement comme le Grand Départ du Tour de France tout en découvrant les richesses de notre province.

Les Liégeois attendent donc le Tour de France de pied ferme ?

A.G. : La Province de Liège est une terre de convivialité et de fêtes, mais également de travail et de savoir-faire, et elle accueille le Tour à bras ouverts, qu'il s'agisse de la population ou du personnel qui œuvrera aux côtés de la société ASO, organisatrice du Tour. Nous ne doutons pas un seul instant que les Liégeois, Sérésiens et Visétois, à l'instar de la population de toute une province, marqueront cette grande fête populaire

par leurs encouragements chaleureux. Tous répondront présents pour rappeler à nos amis français, comme à tous les amoureux de « la petite reine », que le Tour de France est bel et bien chez lui en Province de Liège, afin d'y prendre un bon départ.



Le château de Jehay, situé au sud-ouest de la Province de Liège dans la commune d'Amay.

EXTRAITS DU DÉPLIANT DE PRÉSENTATION DU GRAND DÉPART DU TOUR DE FRANCE 2012 EN PROVINCE DE LIÈGE

www.provincdeliege.be



Tourisme : une région « belle à croquer »

Abbayes mythiques et châteaux de contes de fée, forêts, collines et vallées, gastronomie généreuse comptent parmi les surprises que réserve la Wallonie. Un patrimoine valorisé par un accueil de grande qualité.



Le site des lacs de l'Eau d'Heure.

Randonner de collines en bords de lac, visiter les châteaux au fil de la Meuse, déguster une bière dans une abbaye brassicole, sentir le souffle de l'Histoire sur la butte de Waterloo, s'émerveiller dans les carnavals et vibrer dans les festivals, se refaire une santé à Spa... : la Wallonie offre à ses visiteurs de multiples attraits. « Elle est belle à croquer ! », s'enthousiasme Paul Furlan, ministre wallon en charge du Tourisme. C'est une terre où la simplicité et la douceur de vivre confinent à un art à part entière. Les Wallonnes et les Wallons sont avant tout réputés pour la qualité de leur accueil. »

L'environnement n'y est sans doute pas étranger. Région vallonnée bordée au sud par l'Ardenne, haut lieu du tourisme écologique, la Wallonie est traversée par la Meuse et quantité de cours d'eau en fond de vallées. Le site majestueux des lacs de l'Eau d'Heure (1.800 hectares de verdure et de lacs), à proximité de la frontière française, est d'ailleurs lauréat 2010 du Prix de destination européenne d'excellence en matière de tourisme aquatique. Incontournables éléments du paysage, désormais couverts de végétation, les terroirs wallons témoignent du riche passé minier.

Un patrimoine d'exception

La forte présence de l'histoire est d'ailleurs une autre caractéristique de la région. Le patrimoine historique et architectural, exceptionnel, compte parmi ses joyaux la collégiale Saint-Ursmer de Lobbes et l'abbaye d'Aulne. Les villes de Mons, Namur, Charleroi, Tournai ou Liège sont autant d'occasions de « city-trips » de charme. Les nombreux châteaux et citadelles (Val Saint Lambert, Bouillon, Modave, Celles...) sont distants de peu de kilomètres, tout comme ces musées d'exception où collections permanentes et expositions temporaires rivalisent d'intérêt (musée

Hergé à Louvain-la-Neuve, musée de Mariemont ou encore la toute récente Maison d'Adolphe Sax à Dinant). La culture wallonne se retrouve également dans les verres et les assiettes, autour d'une gastronomie où se distinguent bières, chocolats, fromages, à déguster entre « bibs gourmands » et tables étoilées. « Les produits de terroir rayonneront particulièrement en 2012 puisque la Wallonie et Bruxelles ont décidé que la gastronomie serait le thème de découverte de nos régions », précise le ministre Furlan.

La promotion touristique wallonne s'appuie sur Wallonie-Bruxelles Tourisme (WBT), qui dispose d'une représentation à Paris. La France, deuxième

clientèle étrangère après les Pays-Bas, reste en effet un marché prioritaire pour la destination. Active sur le quart nord-est de la France et les principales métropoles desservies par avions et trains directs, WBT mène ses actions sur les cibles grand public, opérateurs de tourisme, professionnels et médias. Deux filières sont plus particulièrement travaillées. Côté tourisme d'agrément, la culture et les grands événements, l'art de vivre, la convivialité, la gastronomie et le tourisme « doux à la campagne ». Côté tourisme d'affaires, l'accent est mis sur le business au vert (séminaires et incentives).

PIERRE-YVES LANGE



La collégiale Saint-Ursmer de Lobbes.

On joue Golfy, et vous ?

110 golfs en France et en Europe
Jouez toute l'année, aussi souvent que vous le voulez !

- Votre premier green-fee offert
- 25% de remise sur les green-fees
- 15% de remise sur l'hébergement dans les hôtels partenaires et Domaines Golfy

Novauté 2011 : 6 golfs en Belgique !
Golf du Bercuit • Golf du Château de La Bawette • Golf de l'Empereur • Golf de Mont Gami • Golf de Rougemont • Royal Golf Club du Hainaut

GOLF BY GOLFY

Informations sur www.golfy.fr

« La Région se veut fer de lance du développement durable »

Jean-Marc Nollet, ministre wallon du Développement durable, de l'Energie, du Logement, de la Fonction publique et de la Recherche, se réjouit du plan d'action national en matière d'énergies renouvelables.

Quel est le premier défi de la Wallonie en matière d'énergies renouvelables ?

Le premier défi, immense et prioritaire, est de diminuer drastiquement notre consommation. La moitié des constructions en Wallonie date d'avant 1945, ce qui fait de nous une véritable passoire énergétique ! Pour la Belgique, le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables présenté à la Commission européenne comporte un objectif : passer d'ici à 2020 à 13 % d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale d'énergie (contre environ 6 % aujourd'hui). La Wallonie est encore plus ambitieuse avec un objectif de 20 % à

cette même échéance. L'idée est de renforcer notre indépendance énergétique et de pouvoir, à terme, revendre notre surplus de production. Sans compter le nombre de créations d'emplois, directs et indirects, que cela va générer. Nous travaillons à la structuration de la filière (éolien, photovoltaïque, biomasse...) et menons des expérimentations et des recherches, en direction de la géothermie profonde notamment. Plus de 20.000 emplois pourraient être créés, ce qui est considérable à l'échelle de la Wallonie !

**Vous avez lancé les Alliances
emploi-environnement, dont la
première porte sur l'amélioration**

énergétique et environnementale du bâti wallon. En quoi consiste-t-elle exactement ?

Le gouvernement fait des Alliances emploi-environnement une priorité car il veut positionner la Wallonie comme fer de lance du développement durable, en la dotant d'une expertise reconnue et valorisable, tout en créant de l'emploi peu ou pas délocalisable. La première Alliance emploi-environnement est tout naturellement dédiée à la construction durable. En effet, un premier gisement d'opportunités économiques et d'emplois environnementaux concerne la valorisation du potentiel d'amélioration énergétique et environnemental du bâti. Le champ couvert est très vaste. En matière d'iso-

lation, quatre domaines principaux sont identifiés : la toiture, les murs, le sol et les châssis. L'un des éléments moteurs de cette alliance repose sur un système de primes assorti de prêts sans intérêts. Ces mesures seront encore renforcées en 2011. J'estime que 3,3 millions de personnes, soit un million de familles, n'auraient sans doute pas investi sans ces mesures incitatives.

Vous avez aussi créé les certificats verts. Pourquoi ?

Les certificats verts mettent en relation commerciale deux partenaires principaux : le producteur d'électricité verte, qui reçoit un certificat vert pour toute production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables, et le



fournisseur d'électricité qui doit remettre un quota prédéterminé de certificats verts (qu'il a obtenus par sa propre production certifiée ou acquis auprès d'un producteur « vert »). Parallèlement au marché physique de l'électricité, un marché virtuel apparaît donc, où se commercialise un instrument représentant la valeur de l'électricité verte. Le mécanisme des certificats verts constitue dès lors un soutien – modulé par des mécanismes de marché – à la compétitivité des modes de production d'électricité verte.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLE SOUSSAN

Infrastructures de transport : un double enjeu écologique et économique

Le gouvernement wallon s'est engagé en faveur de l'attractivité économique de la région par le renforcement de ses infrastructures de logistique et de transport. Son objectif : développer une mobilité et des transports sûrs, conviviaux et respectueux du développement durable.

Bien intégrées dans les grands flux européens du fret, les infrastructures wallonnes de transport et de logistique constituent l'un des principaux atouts de l'attractivité économique de la région aux yeux des investisseurs étrangers. Toutefois, pour rester dans la course à la mondialisation du secteur, le renforcement de ce pôle stratégique s'avère nécessaire. C'est pourquoi, confrontée à la saturation de son trafic routier, la Wallonie se tourne désormais vers une vision durable et entend développer ses acquis en opérant des changements significatifs en matière de mobilité.

« La route reste le mode de transport largement dominant, avec 93 % du trafic de passagers et 71 % du fret. Le nombre de kilomètres parcourus par l'ensemble des véhicules a augmenté de 47 % de 1990 à 2007. Le secteur du transport entraîne de fortes pressions sur la qualité de vie, sur l'environnement, sur la santé (le transport routier est à la source de 20 % des émissions de CO₂ et d'un tiers des émissions de microparticules – 75 % dans les centres urbains) et sur le développement économique du fait du coût des embouteillages », souligne-t-on dans la Déclaration de politique régionale (DPR) 2009-2014 du gouvernement wallon, qui prévoit la mise en place d'un plan Transport et Logistique intégré à partir de 2011.



Favoriser des liens entre le fleuve,
le rail et la route

« Le gouvernement wallon renforce son pôle transport et logistique en vue de poursuivre l'objectif d'une mobilité alternative, plus respectueuse de l'environnement et donc plus durable et plus équilibrée, plus conviviale et orientée résolument vers la co-modalité et la complémentarité des modes existants », explique Philippe Henry, ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité. Pour développer le report modal, en favorisant des

liens entre le fleuve, le rail et la route, la Région a ainsi, selon le ministre, effectué dès 2004 des démarches d'études et mis en place des projets et des aides allant dans ce sens, notamment dans le secteur fluvial. « *Le développement de Trilogiport à Liège participe à cet objectif et les efforts de la Wallonie pour faire de cette plate-forme logistique un moteur de développement à l'échelle du potentiel wallon dans ce domaine sont importants* », souligne Philippe Henry. Autre signe de « *volonté affirmée de mettre autant que possible les atouts de la voie d'eau en évidence comme outil d'avenir* », la participation active de la Wallonie avec la Flandre et la France dans le projet du canal Seine-Nord Escaut. Cette véritable autoroute fluviale européenne reliant Paris, Anvers et Rotterdam, permettra à l'ensemble du réseau fluvial wallon de passer du gabarit de 1.350 tonnes à celui de 2.000 tonnes. En même temps, des alternatives ferroviaires sont fortement appuyées, le projet de TGV fret en particulier, tout comme la mise en place d'une fiscalité verte.

Enfin, pour trouver une alternative à la route et parvenir à une autre mobilité, plusieurs réflexions sont également menées pour changer les mentalités en Wallonie, à l'instar de l'eurovignette. « *L'objectif à très court terme est de pouvoir enrayer l'augmentation constante de la part modale de la route en mettant en place des structures, des services et des infrastructures capables d'orienter les usagers vers les modes doux* », commente Philippe Henry. À l'horizon 2020, le gouvernement estime à près de 25 000 le gisement d'emplois directs et indirects.

Réseau fluvial : un leadership européen

Equipés pour le chargement, le déchargement, le stockage et la manutention de tous types de produits, les ports autonomes de Liège, Charleroi, Namur et du PACO permettent une navigation fluviale intérieure de quarante millions de tonnes de marchandises par an.

Classée première région logistique d'Europe selon une récente étude menée par la société de consultance Cushman & Wakefield, la Wallonie s'impose comme une localisation de premier choix grâce à ses nombreux atouts : excellente accessibilité aux marchés européens, situation géographique centrale, main-d'œuvre productive, qualifiée et multilingue, faibles coûts fonciers et d'entreposage, sans oublier une infrastructure de transports de qualité, à proximité des principaux ports maritimes dotés de liens multimodaux. L'élément clé de cette attractivité ? Le transport fluvial wallon, considéré comme la solution d'avenir en matière du transport de fret. Maillon essentiel du réseau fluvial européen, la Wallonie dispose d'un réseau de 450 km de voies navigables permettant le transport annuel de quarante millions de tonnes de marchandises en tous genres. Ses quatre ports autonomes – Liège, Charleroi, Namur et du Centre et de l'Ouest (PACO) – sont en effet équipés pour le chargement, le stockage et la manutention de tous types de produits : vrac, produits chimiques, sidérurgiques et pétroliers, céréales, marchandises générales et conteneurs. Tourné vers l'avenir, le réseau est en constante amélioration. Des investissements colossaux, assurés par le cofinancement européen et les partenariats public-privé, ont pour objectif de désengorger le réseau et favoriser l'intermodalité. Une stratégie soutenue par la Banque européenne d'investissement (BEI) qui vient d'accorder un prêt de 125 M€ destinés à la construction d'écluses à Lanaye et Ivoz-Ramet, deux sites aujourd'hui saturés par lesquels ont transité près de dix millions de tonnes de fret en 2009. Les travaux prévus en région liégeoise sur la plate-forme de Trilogiport permettront le développement d'un axe est-ouest entre Anvers-Rotterdam d'une part, et Constanza sur la Mer Noire d'autre part. Les sociétés qui s'y implanteront pourront desservir, dans un rayon de 500 km, un marché représentant 60 % du pouvoir d'achat européen. Enfin, la réalisation des plates-formes multimodales portuaires d'Auverlains (Namur), de Garocentre (La Louvière), de Vaulx (Tournai), l'extension de celle de Charleroi ou encore le TGV fret à Bierset, constituent autant d'atouts majeurs pour la Wallonie. De quoi apporter dans le futur une véritable valeur ajoutée à son réseau fluvial.

Z.S.

HOTELLERIE INTERNATIONALE

Assurez-vous
un avenir prometteur

Bachelor & Master
in International Hotel Management

Admissions parallèles Bac+2/+3.
Titres d'Etat certifiés.
Limite de dépôt des dossiers de candidature
à Vatel Bruxelles : le 17 janvier 2011.

Vatel forme les cadres d'un secteur mondialisé et créateur
d'emplois : **le Tourisme et l'Hôtellerie Internationale.**

Afin que vous deveniez un manager accompli et apte à exercer à l'international,
Vatel vous donne la possibilité d'effectuer une année dans l'une de ses 24 écoles
dans le monde (programme d'échanges Marco Polo) et, ainsi, vous garantit de
trouver un emploi à l'instar de ses 20 000 diplômés qui exercent dans les plus
beaux établissements du globe.

Les pieds sur terre,
la tête dans les étoiles...

VATEL

International Business School
Hotel & Tourism Management

www.vatel-brussels.be

EN EUROPE : PARIS • LYON • NIMES • BORDEAUX • BRUXELLES • MADRID • MONTIGNY (SUISSE) • DANS LE MONDE : BANGKOK • BUENOS AIRES • CHIAPAS
EMIRATES • LOS ANGELES • MANILA • MARRAKECH • MAURITIUS • MEXICO • MONTREAL • MOSCOW • SALTA • SAUDI ARABIA • SINGAPORE • TAILANDE • TOLUCA • TUNIS